

Colloque international « L'Autre Printemps » - 21/22
novembre 2008. Annexes
Dossier documentaire

1. Le PCB et le Printemps – La normalisation

2008, 9 pages

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.carcob.eu/IMG/pdf/autre_printemps_-_1_pcb_et_printemps_normalisation.pdf>

Pour citer cet article :

Référencement : « 1. Le PCB et le Printemps – Avant l'intervention », in *Colloque international « L'Autre Printemps » - 21/22 novembre 2008. Annexes. Dossier documentaire*, Bruxelles, CARCoB, 2008, [en ligne], < http://www.carcob.eu/IMG/pdf/autre_printemps_-_1_pcb_et_printemps_normalisation.pdf >, (date de consultation).

Quelle « normalisation » en Tchécoslovaquie ?

Le Drapeau Rouge, 13-09-1968

« NOUS voulons continuer sur la voie dans laquelle nous nous sommes engagés en janvier, renforcer l'ordre social socialiste et développer son caractère démocratique et humanitaire » : l'appel lancé mardi au peuple tchécoslovaque par les principaux dirigeants du pays est clair. Et il précise que l'inviolabilité de la personne humaine doit être garantie, la liberté de la recherche scientifique et de la création artistique assurée et que tous ces problèmes seront du domaine des affaires internes de l'Etat, « conformément aux conclusions des négociations de Moscou, conclusions qui sont confirmées par les entretiens portant sur leur mise en pratique ».

Cette dernière phrase se réfère visiblement aux entretiens que le premier vice-président des Affaires étrangères de l'URSS, Iouri Kouznetsov, a pu avoir cette semaine en Tchécoslovaquie et aux conversations menées mardi à Moscou par le premier ministre Oldřich Černík. Si une indication officielle n'a été fournie sur la teneur des entretiens de Kouznetsov, on sait sur ce que Černík a eu des discussions à la fois économiques et politiques, portant notamment sur l'application des décisions de Moscou. En fait il s'agit manifestement de la fin d'une « normalisation » de la situation en Tchécoslovaquie qui conditionne, pour l'URSS et ses alliés du pacte de Varsovie, le retrait de leurs troupes qui sont intervenues dans le pays.

Si les troupes soviétiques semblent évacuer Prague et les autres grandes villes, l'assistance avec laquelle la presse soviétique souligne que la « normalisation » est loin d'être réalisée, qu'elle ne se réduit pas à une simple mise en ne se de la vie du pays, amène toutefois à se demander ce que l'URSS entend en fait sous ce vocable.

DES APPRECIATIONS DIVERGENTES

Les dirigeants tchécoslovaques n'ont cessé d'affirmer avec force leur détermination de poursuivre la politique de démocratisation socialiste inaugurée en janvier, bien qu'ils soient parfaitement conscients des restrictions que l'intervention militaire et ses suites ont apportées à cette politique. Et le communiqué publié le 26 août à Moscou indiquait que l'URSS « comprenait et soutenait » cette politique.

S'agit-il toutefois de la même politique lorsque la « Pravda » affirme, comme elle le fait cette semaine, que la « normalisation » de la situation en Tchécoslovaquie, c'est avant tout « la dénonciation et la répression des menées contre-révolutionnaires, une réponse décisive aux forces hostiles qui encore maintenant agissent ouvertement ou clandestinement » ? Quelles sont ces « menées contre-révolutionnaires » et ces « forces hostiles » dans un pays où, malgré l'amertume provoquée par l'intervention militaire de cinq alliés socialistes, l'immense majorité de la population est restée groupée autour de son parti communiste et a accepté, à l'appel de ses dirigeants, de se conformer aux décisions prises à Moscou dans des conditions dont le moins que l'on puisse dire est qu'elles ne résultaient pas d'une libre négociation, menée sur un pied d'égalité ? On en revient ainsi aux appréciations

divergentes qui ont amené l'URSS et quatre de ses alliés à intervenir en Tchécoslovaquie contre la volonté des dirigeants et de la population de ce pays, ce qui a provoqué la désapprobation de nombreux partis communistes, dont le nôtre. Sans doute y avait-il en Tchécoslovaquie, comme dans les autres pays socialistes d'ailleurs, des éléments antisocialistes, qui ont tenté de profiter de la démocratisation socialiste pour faire entendre leur voix ou se regrouper, en caressant l'espoir de détruire, de l'intérieur, le pouvoir socialiste. Mais les faits ont amplement démontré, avant, pendant et après l'intervention, que l'autorité et le prestige accrues que la démocratisation socialiste a valu au Parti communiste tchécoslovaque ne pouvaient que renforcer sa capacité de faire face lui-même avec honneur à cette situation.

QUE RESTE-T-IL ?

Aussi, quand l'organe du Parti communiste de l'Union soviétique fait de la répression de menées contre-révolutionnaires insaisissables le critère de la « normalisation » en Tchécoslovaquie, peut-on légitimement se demander comment l'URSS voit la poursuite de la politique de janvier qu'elle déclare « comprendre et soutenir ».

Car enfin, quand la « Pravda » reproche cette semaine aux communistes qui n'ont pas approuvé l'intervention d'avoir « cru aux déclarations sur la « démocratisation »

du socialisme » et de n'avoir pas compris qu'il s'agissait d'un nouveau phénomène historique : la contre-révolution « pacifique », que reste-t-il encore de la « compréhension » et du « soutien » soviétiques à la politique de démocratisation socialiste inaugurée en janvier en Tchécoslovaquie ?

Les communistes du monde entier, qui avaient salué en 1968 les travaux du vingtième congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, et notamment son effort de démocratisation et ses thèses sur la possibilité d'envisager, dans certaines conditions, un passage pacifique au socialisme, ne sont-ils pas fondés à se demander si cela se ramène aujourd'hui à l'utilisation de la force armée pour faire échec à la contre-révolution « pacifique » que camouflerait la démocratisation socialiste ?

Comme on le voit, on se trouve ainsi en présence de deux conceptions divergentes du rôle dirigeant du parti communiste dans une société socialiste, avec tout ce que cela implique sur la manière d'envisager les relations entre Etats socialistes et partis communistes, les voies de passage au socialisme et la stratégie révolutionnaire qui en découle.

UNE ACTION D'ENSEMBLE

Les communistes belges, qui ont cru et qui croient à la démocratisation socialiste comme ils ont cru et croient au vingtième congrès, ne peuvent par conséquent que

se prononcer en faveur de la seule véritable « normalisation » de la situation en Tchécoslovaquie : celle qui passe par le retrait des troupes étrangères, le retour à la pleine souveraineté du pays et la poursuite de la démocratisation socialiste qui répond aussi bien aux aspirations de la population tchécoslovaque qu'aux nécessités de notre époque.

En même temps, nous entendons combattre vigoureusement toutes les tentatives visant à utiliser la situation en Tchécoslovaquie pour relancer l'antisoviétisme et la guerre froide. Et quand le président Johnson se prononce contre « l'emploi de la force et la menace de la force », on ne peut que l'inviter à mettre ses excellents préceptes en application au Vietnam.

Face aux manœuvres visant à renforcer politiquement et militairement l'OTAN, les communistes poursuivront leur action pour le remplacement des blocs militaires en présence par l'organisation de la sécurité collective en Europe.

Contribuer à l'évacuation des forces étrangères de Tchécoslovaquie et à la poursuite de la démocratisation socialiste, s'opposer à toute tendance au renforcement des blocs militaires en Europe et combattre plus énergiquement que jamais l'agression américaine au Vietnam : ce sont là des tâches qui, loin d'être contradictoires, s'inscrivent au contraire dans une action d'ensemble pour développer contre l'impérialisme les forces de la paix et du socialisme.

S. NUDELHOLE.



Le président du Parlement tchécoslovaque, Smrkovský, en discussion avec des députés : poursuivre la démocratisation

Le Drapeau Rouge, 11-10-1968

TCHÉCOSLOVAQUIE

La question qui se pose



La délégation tchécoslovaque aux derniers pourparlers de Moscou : pas d'autre politique possible

Celui qui frappe d'abord, au lendemain de la publication du communiqué soviéto-tchécoslovaque, vendredi dernier à Moscou, c'est l'absence de tout commentaire immédiat à Prague. Le souci de réunir auparavant les instances dirigeantes du parti communiste et de l'Etat tchécoslovaques ne procède pas seulement du désir légitime de les associer pleinement aux décisions à prendre. Il confirme aussi l'importance, la gravité, de ces décisions.

S'il appartient avant tout aux Tchécoslovaques de se prononcer sur ce sujet, il est clair cependant que, comme au moment des premiers pourparlers de Moscou, à la fin août, ils n'ont rien de choix. Comme l'ont souligné à plusieurs reprises avec insistance les dirigeants de Prague, il n'est pas d'autre politique possible actuellement que celle qui consiste à la fois à poursuivre l'orientation définie en janvier, que le peuple tchécoslovaque a fait sienne, et à tenir compte des conditions créées par l'intervention des pays du pacte de Varsovie en appliquant les décisions arrêtées à l'issue de pourparlers de Moscou.

Mais parce que ces décisions sont précisément le fruit de l'intervention qui avait pour but de mettre fin au moins à certains aspects de la politique de janvier, toute la question est de savoir si les restrictions ainsi apportées à cette politique en laissent subsister l'essentiel. En d'autres termes, la politique de démocratisation socialiste pourra-t-elle se poursuivre dans les faits, même

si elle doit subir ce qu'Alexander Dudaček a appelé « des déformations ou des retards » ?

LA VOIE S'EST ENCORE RETRECIE

Au lendemain des pourparlers de la fin août à Moscou, nous écrivions dans ces colonnes « la voie étroite de la Tchécoslovaquie ». Aujourd'hui, il est incontestable qu'elle s'est encore rétrécie. Et seuls, répétons-le, les Tchécoslovaques sont qualifiés pour juger des perspectives qu'elle offre.

Quant à nous, force nous est de constater que l'intervention en Tchécoslovaquie, que nous avons désapprouvée,

en ce qui se passe à ce pays beaucoup plus de problèmes qu'elle n'en a résolus. Et nous restons persuadés qu'une véritable normalisation de la situation en Tchécoslovaquie ne sera possible que par le retrait des forces étrangères et le retour à la pleine souveraineté tchécoslovaque, compte tenu des obligations internationales du pays. Et la démocratisation socialiste entreprise en janvier, même si elle a parfois donné lieu à certains excès, constituait elle-même une œuvre de « normalisation » du socialisme, déformé et bureaucraté sous Novotný.

La composition même des délégations qui se sont rendues à deux reprises à Moscou atteste d'ailleurs l'unanimité avec laquelle le peuple tchécoslovaque

appuie cette politique de démocratisation socialiste dont Dubček et ses amis sont devenus le symbole. Et les décisions prises à Budapest, que Jean Jurek analyse par ailleurs, confirment à quel point tous les partis communistes se sentent concernés par ce qui se passe en Tchécoslovaquie.

LES EXIGENCES DE L'OTAN

Mais, si l'on ne veut pas rendre plus difficile encore la tâche des communistes tchécoslovaques, il importe de faire échouer toutes les tentatives de réclamer le renforcement de l'OTAN et une relance de la course aux armements.

La session ministérielle du conseil atlantique, qui se tient traditionnellement en décembre, a été avancée d'un mois pour étudier les conséquences de l'affaire tchécoslovaque. Et une dizaine de députés membres de l'OTAN auraient d'ores et déjà accepté d'accroître leur contribution à l'alliance, comme le réclamaient les Etats-Unis. Ce serait notamment le cas de la Belgique.

Ainsi, le gouvernement belge se range une fois de plus dans le camp de ceux qui, à Washington et à Bonn notamment, n'hésitent pas à jouer la carte de la guerre froide. Avec toutes les conséquences politiques et financières que cela implique pour notre pays.

En même temps qu'elles condamnaient l'intervention en Tchécoslovaquie, plusieurs organisations représentatives du mouvement ouvrier et démocratique, parmi lesquelles la FGFB de Bruxelles, avaient pris fermement position contre tout retour à la guerre froide. Admettent-elles aujourd'hui de voir un gouvernement à participation socialiste alourdir à la fois l'atmosphère internationale et nos charges militaires pour répondre aux exigences de l'OTAN et des Américains ?

De la réponse que les forces ouvrières et démocratiques de notre pays donneront à cette question dépend aussi, dans une certaine mesure, l'avenir de la démocratisation socialiste, cette étape capitale du développement du socialisme contemporain.

S. NUDEHOLE.

MOSCOU : Pas de demi-mesures

DE NOTRE CORRESPONDANT PERMANENT EN URSS

Sept semaines après le 21 août, faut-il répéter qu'on se tromperait beaucoup à ne voir dans le choix des Soviétiques que le fruit de la méinformation ou d'évaluations erronées ? L'intervention militaire fut, et demeure, l'expression d'une politique mal réfléchie. Ce qui est en somme demandé aujourd'hui, aux Tchécoslovaques comme aux communistes de partout, c'est de Venédriner jusque dans ses conséquences logiques, c'est donc d'admettre les motivations profondes qui en forment le support.

Quelle appréciation convient-il dès lors de porter sur les résultats des récents entretiens soviéto-tchécoslovaques ? Dans l'état actuel des choses, il semble bien que les mois ne peuvent avoir que le sens qu'on leur donne à Moscou, et l'on admette que la presse soviétique fut, à cet égard, dépourvue d'ambiguïté : c'était vrai pour les accords signés fin août. Ce fut encore pour la déclaration adoptée vendredi dernier, qui confirme qu'en dehors de la voie tracée par l'intervention et les accords de Moscou - deux moments d'un même processus - il n'est pas de route praticable pour la Tchécoslovaquie. Cette déclaration laisse en tout cas moins de place que jamais à des interprétations élastiques sur deux chapitres considérés par les Soviétiques comme des conditions majeures de normalisation politique : le contrôle de la presse et la promotion aux responsabilités de personnes « se tenant fermement sur les positions du

marxisme-léninisme ». Cela étant, il n'est pas improbable qu'une évacuation partielle des troupes étrangères ait lieu, bien que les dirigeants tchécoslovaques n'aient apparemment reçu aucune indication précise à ce sujet. De toute façon, le stationnement d'une partie du contingent, pour une durée indéterminée, est en principe garanti.

Il n'y a pas de « capitulation », affirme cependant l'agence Tass. De fait, une telle formulation escamote la complexité de l'évolution politique en cours à Prague. Mais la presse soviétique avait aussi rejeté le terme de « compromis » utilisé à l'étranger pour qualifier les premiers accords de Moscou. A juste titre. Les Tchécoslovaques n'ont guère le choix : il leur faut « normaliser » vite, et complètement, mettre fin à la résistance passive des pouvoirs locaux et couper leur « langue d'oïsepe » aux journaux.

Il reste que tous les jeux ne sont pas faits pour autant. La suite des événements à Prague est donc attendue par les Soviétiques, qui s'intéressent par ailleurs aux appréciations que porteront les partis communistes des autres pays. A six semaines d'une nouvelle réunion qui discutera de la convocation d'une conférence communiste mondiale, c'est en effet un élément de nature à peser, d'une façon ou d'une autre, dans la balance. A Prague. Et à Moscou.

Jean-Marie CHAUVIER.

Le Drapeau Rouge (supplément XIXe Congrès du Parti Communiste de Belgique, Ostende, 15-16-17 nov. '68), 01-11-1968

Tout article paraissant dans la Tribune de discussion n'engage que son auteur. Cependant, certains articles publiés jusqu'ici et, en particulier, dans ce numéro, nécessitent une mise au point. Cette mise au point paraîtra la semaine prochaine.

Tribune de discussion

JEAN DU BOSCH

Fédération de Bruxelles

Quelques réflexions à propos du document I

Dans la « Pravda » du 29 août 1968, on peut lire : « Une des lois de notre temps se manifeste avec une force particulière : plus le socialisme remporte de victoires, plus ses positions deviennent solides, et plus actives deviennent les forces de la réaction impérialiste, plus violentes deviennent les attaques de l'impérialisme contre la communauté socialiste des peuples, contre les bases et la société socialiste. Les événements qui se déroulent en Tchécoslovaquie montrent avec évidence le danger de ces attaques ».

L'auteur de ces lignes ignore peut-être que la « loi de notre temps » à laquelle il se réfère fut découverte par l'histoire, et que le XXe Congrès du P.C.U.S. en démontre et la fausseté et la nocivité. Cette prétention au nouvel « ajustement » à tous les événements de l'époque de l'histoire.

Les idéologues soviétiques admettent, toutefois, un déplacement du axe de cette lutte de classes de plus en plus violente au fur et à mesure de la construction du socialisme. L'impérialisme n'aient s'attaquer de front au monde socialiste, le plénum d'avril du Comité central du P.C.U.S. estimait que « la lutte idéologique est, à notre époque, le front le plus aigu de la lutte des classes ».

De cette thèse, Ceci, affirme une contre-révolution pacifique. « Ceci, affirme une publication soviétique, a été confirmée notamment par le cours des événements en Tchécoslovaquie où, camouflant leurs projets contre-révolutionnaires, les forces antisocialistes assuraient qu'elles ne lutteraient pas contre le socialisme en général, mais contre le « mauvais » socialisme. Mais il s'avère que, par « mauvais » socialisme, elles entendent le socialisme véritable et authentique qu'ont conquis les travailleurs ».

La thèse des idéologues soviétiques paraît acceptée, jusqu'à un certain point, dans le document I, préparatoire au Congrès. On y lit, en effet, que « l'impérialisme étant hors d'état d'entreprendre une action brutale, généralisée contre les forces du socialisme », « ... l'ampleur de la lutte idéologique s'est accrue et elle est conduite sous des formes diverses avec des raffinements habiles », et que « c'est un nouveau secteur de lutte ».

De cette thèse, notre C.C. tire, toutefois, des conclusions toutes différentes de celles du P.C.U.S., puisqu'il estime que les tanks sont un très mauvais moyen de mener la lutte idéologique, et que : « un glissement du statu quo, un certain immobilisme, la résistance à certaines adaptations et modifications réclamées par les transformations nées du développement et de la vie, le refuge dans des dispositions et solutions marquées au coin du dogmatisme, ne servent pas ».

J'approuve pleinement ces dernières considérations, mais je pense aussi qu'il y a lieu d'émettre un avis beaucoup plus critique sur la thèse soviétique de la lutte idéologique, « front le plus aigu de la lutte des classes à notre époque ».

La question de la liberté d'expression des opinions, et plus particulièrement de la liberté de la presse, paraît au centre des divergences entre le P.C.U.S. et le P.C.T. Pour le P.C.U.S. la question est très simple. « L'expérience du passé et la vie actuelle montrent que tout écart des principes du marxisme-léninisme et de son essence internationale, les tentatives de substituer à la théorie scientifique une phrase libérale-bourgeoise ou pseudo-révolutionnaire entraînent en contradiction insoluble avec les intérêts fondamentaux du socialisme, voire entraînent souvent la renouveau directe des inté-

rets » (Pravda du 27 août 1968). Par conséquent, il ne peut y avoir de liberté d'expression et de diffusion pour les idées s'écartant du marxisme-léninisme.

C'est fort bien. Mais encore, pour qu'une telle théorie soit applicable, faudrait-il connaître le critère de la conformité aux principes du marxisme-léninisme.

La thèse dont la « Pravda » se fait le porte-parole suppose que les « principes du marxisme-léninisme » constituent un corps de doctrine immuable, par référence auquel il est aisé de séparer la vérité de l'erreur; en d'autres termes, un ensemble de dogmes.

Si, par contre, l'on conçoit le marxisme-léninisme comme une doctrine vivante et en constante élaboration, l'on doit admettre qu'il n'existe pas de critère permettant de décider a priori que s'en écartent les idées qui s'en réclament, et que c'est seulement la libre expression des opinions, leur discussion et leur confrontation avec le réel qui permettront de pointer l'élaboration de la doctrine et, dans le cours même de cette élaboration dialectique, de déterminer quelles sont les opinions les plus conformes à la réalité sociale objective et, par conséquent, les plus utiles au développement du socialisme.

Le « contrôle de l'information » ou, en d'autres termes, la censure, ne peut qu'être un obstacle à cette élaboration de la doctrine et en nuire au succès.

Ceci ne signifie pas, bien entendu, que l'expression des opinions et leur discussion doivent se faire dans l'immédiat et en dehors de toute règle. Mais les règles nécessaires ne peuvent avoir rien de commun avec la censure préalable ou des techniques similaires. Elles ne peuvent s'élaborer que dans la pratique même des sociétés socialistes, à partir du moment où les méthodes administratives de contrôle sont abolies.

C'est l'expérience passionnante que les communistes tchécoslovaques avaient à peine commencée, lorsque les tanks soviétiques y mirent brutalement fin.

D'ailleurs, le fait que, dans une société socialiste, les principaux moyens d'information, appartenant à la collectivité ou à des associations de travailleurs, paraît déjà offrir une garantie très sérieuse qu'ils ne seront pas utilisés contre le socialisme. Rappelons, à ce sujet, que le but de la révolution socialiste n'est pas de supprimer les libertés formelles de la société bourgeoise, mais de leur donner un contenu réel, en donnant aux travailleurs les moyens matériels de les exercer.

Ajoutons que « l'expérience du passé et la vie actuelle » montrent que la censure sert trop souvent à écarter en vrac, comme contre-révolutionnaires, toutes les opinions qui ne sont pas strictement conformes à celles du groupe dirigeant.

Revenons-en à la question de la lutte idéologique. L'impérialisme voit aujourd'hui ses propres structures mises en cause comme elles ne l'ont jamais été, aussi bien dans le tiers monde que dans les pays capitalistes avancés.

Le procès du capitalisme, de son mercantilisme, de la société de consommation qu'il a secrétée, de son exploitation de continents entiers, est fait aujourd'hui par des masses plus nombreuses que jamais auparavant.

Il paraît impensable qu'à l'heure de la contestation, le capitalisme puisse être à l'offensive idéologique.

Ce qui est vrai, c'est que cette contestation du capitalisme jusque dans ses fondements apparaît souvent purement négative, sans perspectives concrètes, et que reflètent de vieilles théories anarchistes que l'on aurait pu espérer abandonnées depuis longtemps. C'est là un front idéologique important nouveau dans les pays capitalistes.

Et, bien sûr, les officines de la propagande bourgeoise sont pour quelque chose dans une telle situation.

Mais leur action peut se développer parce que les tendances dogmatiques et autoritaires se mani-

festant dans les pays socialistes empêchent, pour beaucoup, que le socialisme qui y est pratiqué ait le visage de leurs espoirs, et ce, malgré le bilan très important des réalisations des pays socialistes et de ce qu'ils ont déjà apporté au monde.

Ces mêmes tendances dogmatiques et sectaires freinent les progrès, y compris matériels, des pays socialistes, suscitent des mécontentements et provoquent même, dans certaines couches de la population et particulièrement parmi les jeunes, une attitude pour certains aspects de la vie dans les pays capitalistes avancés. Ainsi se crée un front idéologique dans les pays socialistes.

Ces tendances négatives avaient pourtant été condamnées par le XXe Congrès du P.C.U.S. Mais elles n'ont sans doute pas, à cette époque, fait l'objet d'une analyse suffisamment approfondie. Une telle analyse aurait dû montrer la liaison qui existe entre ces tendances et les conditions très défavorables de la construction du socialisme en U.R.S.S. : faible développement industriel et économique au départ, absence de traditions démocratiques, guerre civile et guerre d'intervention, encaissement impitoyable, deuxième guerre mondiale et cinquième guerre froide. L'on n'est trop souvent content d'attribuer les phénomènes négatifs aux défauts d'un homme et au culte dont il était l'objet.

La déontologie sérieuse explique, sans doute, qu'un lieu d'être extrêmes « en profondeur », les tendances dogmatiques et autoritaires, débarrassées des oripeaux du culte de la personnalité, ont pu, rapidement, réapparaître au grand jour.

Comme le souligne à très juste titre le document du C.C., l'élargissement de la démocratie socialiste est une question de première importance.

Au cœur du drame tchécoslovaque, il y a un débat brûlant entre deux interprétations du marxisme-léninisme.

Il y a ceux qui croient que seul le respect rigide d'une orthodoxie qu'ils définissent eux-mêmes peut sauvegarder les conquêtes du socialisme et que la moindre faille dans le système fermé qu'ils ont ainsi conçu représente un danger mortel qu'il faut, par conséquent, combattre par tous les moyens.

Il y a ceux qui pensent, au contraire, qu'il faut extirper les tendances négatives qui personnifient les premiers, pour restituer au socialisme toute son efficacité, toute sa puissance d'attraction, et lui permettre ainsi d'infliger des défaites décisives au capitalisme et à l'impérialisme.

C'est un débat dont dépend notre avenir. L'élargissement de la démocratie socialiste n'est donc pas seulement une question intérieure des pays socialistes, mais elle intéresse au premier chef tout le mouvement communiste mondial.

Le Drapeau Rouge (encart SPECIAL - Congrès 1968), 22-11-1968

II. - Pour un développement nouveau de l'internationalisme

La victoire dépend d'un nouveau développement de l'internationalisme. La solidarité entre les différents détachements nationaux du mouvement communiste doit être et doit rester volontaire pour chacun, lorsque ce caractère volontaire et mutuel de la solidarité, de l'entraide fait défaut surgissent ou bien le nationalisme ou bien l'interventionnisme. Il ne peut s'ensuivre que des difficultés plus grandes pour tous les partis et mouvements directement ou indirectement concernés par le problème.

Nous avons à remplir des devoirs internationalistes. Et tout d'abord, considérons la tâche décisive que joue le système socialiste mondial dans la lutte commune, nous avons osé et nous continuons de le faire, à faire connaître les résultats du socialisme dans notre pays, à en faire saisir mieux encore les victoires considérables remportées. Cependant, nous devons surtout nous saisir de tout ce qu'il y a de nouveau dans l'appartenance de tous les pays socialistes, que ce soit sur le plan du développement économique, social, culturel ou sur le plan de la démocratie socialiste. Nous devons nous saisir du nouveau, mais qui se heurte à l'ancien inévitablement. Tous les partis communistes et ouvriers ont pour mission de faire triompher le nouveau. C'est leur travail. Nous en espérons beaucoup. Nous comptons sur eux, parce que leurs succès nous aident. Leurs succès temporaires gênent très sérieusement le développement de notre propre combat, et celui de toutes les forces ouvrières et démocratiques de notre pays. C'est pourquoi nous sommes très attachés au PCUS qui, dans les conditions difficiles des 51 dernières années, a donné beaucoup plus au reste du monde qu'il n'en a reçu. (applaudissements).

Les événements de Tchécoslovaquie

Est-il paradoxal qu'un petit pays comme le nôtre accorde une importance à l'aide qu'il peut apporter aux partis des pays socialistes. Non, ce n'est pas paradoxal, il ne faut rien exagérer, bien sûr. Mais prenons le cas de ce congrès. Beaucoup de partis frères sont présents. Ils s'intéressent vivement à nos travaux. Ils souhaitent voir notre parti grandir. Si notre congrès, par son contenu, par les interventions, contribue à unir le parti lui-même et à faciliter les bonnes relations entre tous les partis qui sont nos invités, il aura joué un rôle appréciable dans un moment complexe de la vie du mouvement communiste. Nous devons tous y penser. Il ne suffit pas de se proclamer internationaliste; il faut le prouver. Nous pouvons le faire au cours de ces journées en utilisant le langage qui facilite la discussion et non celui qui la bloque et l'ennemie.

Depuis le début de l'année, nos camarades du Parti communiste tchécoslovaque se sont engagés dans une bataille complexe pour des changements dans le domaine de la gestion économique et dans celui de la démocratie socialiste. Ces derniers utilisaient abondamment les conséquences néfastes d'une politique qui avait été menée au cours des années antérieures. Nous nous sommes demandé ce que nous devions faire.

Nous nous sommes rappelés comment nous avions travaillé après le XXe congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, alors que, dans nos rangs, étaient nées tant de discussions passionnées et bon nombre d'oppositions virulentes, quelquefois fort agressives à l'égard du PC de l'Union soviétique.

Nous nous sommes rappelés qu'au-delà des contestations et des reproches, au-delà de la redéfinition du rôle de Staline, au-delà de la transformation de

Stalingrad en Volgograd, nous avions mis l'accent sur l'essentiel, porteur d'avenir, le XXe congrès et son contenu.

Il arrive que certaines manifestations qui se produisent dans la vie des partis amis ne nous plaisent pas entièrement. La question c'est de savoir quand il faut le dire et comment il faut le dire.

Nous avons tenu à exprimer notre solidarité à l'égard du Parti communiste de Tchécoslovaquie. Ainsi, dans notre message de juin adressé au PCI, nous lui souhaitons des succès dans sa lutte contre les forces réactionnaires, pour la démocratie socialiste. Nous l'avons fait bien que certaines tendances à l'égard de la droite nous paraissent être une source de danger pour l'avenir. Nous faisons confiance au PCI. C'est d'ailleurs encore à lui qui appartient d'abord de régler les problèmes difficiles qui ont surgi. Personne ne le conteste d'ailleurs. Nous continuons à lui faire confiance. C'est le souci de l'internationalisme qui marque notre attitude à l'égard du PCI. Une toute autre conception de l'internationalisme a amené le PCUS et quatre autres partis à intervenir militairement en Tchécoslovaquie.

Nous nous sommes aujourd'hui à constater le fait. Une divergence sérieuse existe. Mais le débat ne sera continué d'une manière efficace que s'il se déroule sérieusement à l'échelle internationale. Une large discussion a été ouverte dans notre parti à cet égard, à laquelle ont participé toutes les organisations de base, après les décisions du Bureau politique et du Comité central, de ne pas approuver l'intervention militaire. Une majorité importante de camarades approuve l'orientation prise par le parti. Un pointage minutieux effectué dans les réunions indique que 70 à 75% des communistes ont marqué leur accord avec cette orientation. C'est une phase de la discussion qui est pratiquement dépassée.

Nous devons faire de la politique et penser à l'avenir. Nous avons pour souci de renforcer l'unité du mouvement communiste international. Cela veut dire ne permettre aucune action qui sappe cette unité. Celle-ci repose sur deux principes : l'indépendance des partis et le devoir de solidarité entre les partis.

Mais la vie et la lutte exigent plus que des principes inscrits dans une charte ou dans un traité.

Il faut des objectifs concrets. Il n'est possible de trouver les solutions pratiques que sur la base de la négociation, de la discussion fraternelle en toute confiance, sans double jeu de qui que ce soit, dans la recherche de l'intérêt mutuel.

Notre parti quant à lui considère depuis longtemps qu'il a besoin des conseils fraternels des partis communistes et ouvriers frères, surtout de ceux qui le connaissent bien. Il sollicite les avis. Ce n'est pas dévoiler un secret que de dire qu'en général ces partis formulent à l'égard de notre parti des opinions moins critiques que celles que nous exprimons nous-mêmes dans nos discussions.

Rappelons aussi que les bons rapports que nous entretenons avec les autres partis reposent sur la nécessité pour chaque communiste, en particulier pour chaque délégué à ce congrès, de ne pas toucher aux bonnes relations entre le Comité central de notre parti et les Comités centraux des autres partis. Nous n'acceptons pas que des camarades s'ingèrent dans la vie intérieure d'un autre parti. Il arrive que cela se produise. Ce n'est pas une bonne méthode. Nous demandons à tous les délégués d'y réfléchir.

Naturellement, nous demandons en réciproque le respect de la même règle. Notre parti développe sa politique, sa tactique, en pleine souveraineté et dans le respect des décisions prises et des statuts élaborés par ses congrès. C'est tout aussi clair. Enfin, lorsque notre parti constate que la politique menée par un

autre parti porte préjudice à la lutte commune ou à sa propre action il le dit et demande la discussion. C'est ce qui est arrivé récemment.

Nous n'avons pas considéré que la situation créée en Tchécoslovaquie menait nécessairement ou distancieusement à l'égard des pays socialistes ou à la séparation et plus particulièrement d'avec le PCUS. Au contraire, nous avons décidé, dès le 21 août, d'accroître nos efforts de contacts, de relations internationales aussi bien avec les partis de l'Europe capitaliste qu'avec les partis des pays socialistes. Il existe certes un désordre et des ambiguïtés. Notre parti n'en est pas responsable. Il a toujours été favorable à la tenue d'une nouvelle conférence mondiale des partis communistes. Il n'a pas varié dans sa position à cet égard. Il a répondu et continuera de répondre à toute invitation. Le lundi 18 novembre prochain, un camarade de la direction sera à Budapest. Cependant nous devons dire très clairement et très fermement à tous nos camarades qui portent la responsabilité principale de la convocation de la conférence internationale que nous considérons comme peu efficace une conférence qui réunirait un nombre vraiment trop limité de partis.

Nous désirons donc surcroît que cette conférence ne se contente pas d'adopter une déclaration élaborée de telle manière qu'elle puisse satisfaire un peu tout le monde, en évitant soigneusement un certain nombre de problèmes brûlants. Nous croyons que la conférence mondiale des partis communistes peut être d'une grande aide, à condition que chacun accepte d'aborder les discussions de fond, y compris sur les questions les plus difficiles, celles qui divisent et surtout celles qui doivent unir, comme la lutte concrète pour imposer le désarmement et la sécurité.

Renforcer la cohésion des forces ouvrières en Europe

Le mouvement communiste international se doit de convaincre les masses qu'il exprime et défend leurs intérêts, non pas en paroles et par des déclarations mais par ses actes et sa politique.

Mais nous avons aussi des devoirs de solidarité à l'égard du mouvement ouvrier, de la classe ouvrière et de ses organisations, des pays capitalistes avancés, des citadelles du capitalisme.

Il y a quelques tendances quelquefois à se diviser dans notre pays, peut-être même dans le mouvement progressiste, en pro-américains et anti-américains. Nous soutenons cette Amérique qui a eu le courage de se dresser contre la guerre américaine au Vietnam. Nous sommes avec cette Amérique qui lutte contre la ségrégation raciale, pour l'égalité entre les Blancs et les Noirs, nous sommes aux côtés de cette Amérique qui a pris au sérieux sa participation à la coalition antihitlérienne au cours de la dernière guerre et qui n'a pas renié ses aspirations à la démocratie, à la paix, quelle qu'elle ait été la politique menée depuis lors de Truman à Johnson.

Mais nous tenons particulièrement à faire un effort supplémentaire en vue de renforcer la cohésion des forces ouvrières et démocratiques d'Europe. C'est une de nos préoccupations permanentes depuis plusieurs années; à la mesure de nos possibilités, se trouvent définis, nous semble-t-il, quelques objectifs. Il est capital d'améliorer celles qui soient les résistances, les relations entre les organisations syndicales d'Europe. Et naturellement, nous pensons en particulier à la bonne entente, nécessaire, indispensable, de notre organisation, la FOTB, avec tous les syndicats de l'Europe des six pays du Marché commun.

PCB Informations,
22-04-1969

Après le remplacement de Dubcek

L'émotion suscitée en Tchécoslovaquie et dans le monde par le remplacement d'Alexandre Dubcek par Gustave Husak à la tête du Parti communiste tchécoslovaque confirme à la fois l'attention avec laquelle l'opinion publique continue à suivre les événements de ce pays et la place qu'y avait prise l'ancien premier secrétaire.

« Le nom du camarade Dubcek restera à jamais lié dans notre esprit à la notion de la politique d'après janvier du Parti communiste tchécoslovaque » : ces paroles du président Svoboda expriment bien le sentiment que l'on éprouve. Projeté il y a quinze mois au premier plan de l'actualité, Dubcek n'était sans doute pas exempt de défauts. De même l'orientation prise après janvier 1968 par le Parti communiste tchécoslovaque comportait-elle des points faibles et certains risques. Mais ce qui fera le mérite historique de cette « politique d'après janvier », à laquelle le nom de Dubcek restera indissolublement associé, c'est d'avoir entrepris la démocratisation socialiste qui est, à l'étape actuelle du développement de la société socialiste et du mouvement communiste, une tâche essentielle, fondamentale. Faire jouer au parti communiste son véritable rôle dirigeant dans l'Etat et la société, non pas par des méthodes administratives et par la coercition, mais par son action politique et son influence dans les masses, qu'il faut faire pénétrer profondément à la vie politique du pays, tels ont été les fondements de ce « socialisme à visage humain » auquel Dubcek a attaché son nom.

Et si l'entreprise a ou, outre son immense aspect positif, des côtés négatifs et parfois inquiétants, c'est d'abord au raison de l'héritage « novotnyen » qu'eurent à assumer les dirigeants tchécoslovaques d'après janvier. Et c'est ensuite en raison de la situation dramatique créée par l'intervention du 21 août qui, non seulement n'a réglé aucun problème mais les a considérablement aggravés.

C'est pourquoi, si le Parti communiste tchécoslovaque a finalement été amené à changer sa direction, il est clair que la solution des problèmes tchécoslovaques, une véritable normalisation de la situation, dépend en définitive du plein rétablissement de la souveraineté de l'Etat et du parti communiste en Tchécoslovaquie, conformément aux normes qui doivent régir les rapports des pays de la communauté socialiste et le mouvement communiste international.

Et la démocratisation socialiste, entreprise après janvier 1968, reste plus que jamais à l'ordre du jour.

S. NUDELHOLE

AUJOURD'HUI
COMME HIER

Solidarité avec le Parti communiste tchécoslovaque

par CLAUDE RENARD

INTERVENANT à la suite de ce que le Conseil central des syndicats tchèques avait appelé « les actes de vandalisme et les provocations de la nuit du 28 mars », le remplacement d'Alexandre Dubcek par Gustave Husak à la tête du Parti communiste tchécoslovaque s'est opéré dans un climat politique si tendu qu'au travers de ce changement de personnes toute la gravité et toute la complexité de la situation en Tchécoslovaquie sont de nouveau apparues.

Que signifie ce changement ? Faut-il l'interpréter comme une mesure qui préparerait la mise en œuvre, à plus ou moins longue échéance, d'une politique substantiellement différente de celle qu'on tenta d'appliquer après janvier 1968 ?

A cette question, le Comité central du P.C.T. et Gustave Husak lui-même ont répondu par la négative, affirmant que la politique d'après janvier ne serait pas modifiée dans son essence et qu'il s'agirait seulement de rectifier des méthodes de gouvernement. Il serait assez vain d'épiloguer sur ce que ceci veut dire puisqu'aussi bien Gustave Husak n'a jamais celé qu'à son estime il convenait de recourir à des méthodes plus rigoureuses contre les extrémistes de droite. Or, dans la mesure où ceux-ci sont correctement circonscrits, l'emploi de telles méthodes n'est, en effet, nullement incompatible avec la poursuite d'une politique fondée sur le développement de la démocratie socialiste, que le premier secrétaire du parti s'appelle Husak ou Dubcek. Il est constant et vérifié par une expérience universelle que, sauf exceptions fort rares, une politique de longue haleine doit toujours disposer d'une équipe d'hommes aux talents variés qui se relayent en fonction des variantes que les circonstances imposent dans l'application de cette politique, laquelle reste néanmoins fondamentalement inchangée. On concevrait mal qu'il n'en fût pas ainsi en Tchécoslovaquie où le développement de la démocratie socialiste répondait non seulement à la nécessité de corriger d'effarantes anomalies, mais aussi et surtout à la nécessité de créer les conditions politiques d'un nouvel élan de la société socialiste.

ADUBCEK, comme l'a souligné le président Svoboda, revient encore et toujours le mérite d'avoir lié son nom à cette vaste entreprise de rénovation démocratique de la Tchécoslovaquie et le fait qu'il ait été maintenu à des responsabilités élevées dans le parti et dans

Le Drapeau Rouge,
25-04-1969

l'appareil d'Etat ne manquera de réjouir ceux qui ont apprécié à leur juste valeur les services qu'il a rendus à la cause du communisme (et pas uniquement en Tchécoslovaquie). On ne peut maintenant que souhaiter à Gustave Husak de réussir plus complètement que son prédécesseur dans la mission fort ardue dont il a pris la charge. Encore faut-il ajouter que, jamais sans doute, Husak n'aurait pu s'y risquer si lui aussi n'avait compté parmi les hommes de janvier — on sait qu'il connut la prison de 1952 à 1960 — si lui aussi n'avait désapprouvé, en août 1968, la déplorable intervention militaire des « Cinq » du Traité de Varsovie.

Quoi qu'il en soit, le langage tenu par Husak est indiscutablement celui d'un homme d'Etat et celui d'un militant communiste, d'un militant ouvrier qui sait faire passer avant toute autre considération la lutte contre l'ennemi principal, l'impérialisme, et contre ceux qui servent les desseins de cet ennemi à l'intérieur du pays. Il est d'ailleurs connu que, dès l'origine, la politique de développement de la démocratie socialiste en Tchécoslovaquie devait aller de pair avec la mise au pas des éléments antisocialistes et des provocateurs antisoviétiques. Les divergences qui sont nées à ce propos dans le mouvement communiste international n'ont jamais eu d'autre objet que la nature des moyens à employer pour aider les Tchécoslovaques à régler eux-mêmes cette question par des moyens normaux.

ON comprend combien il est important, pour les dirigeants tchécoslovaques, d'être en mesure de circonscrire avec sûreté les forces véritablement contre-révolutionnaires et de les isoler pour les battre politiquement. Que Gustave Husak en soit conscient, cela n'est pas douteux, l'un des points essentiels des conceptions politiques qu'il vient d'exposer étant précisément qu'il est indispensable de défaire politiquement les forces hostiles au socialisme en Tchécoslovaquie. En fait, cela signifie que huit mois après l'intervention, le problème se pose exactement dans les mêmes termes qu'avant l'intervention, à ceci près que l'ébranlement politique et la tension psychologique créés par la faute commise (sans parler de ses prolongements) ont rendu plus difficile encore la recherche d'une solution durable. Et il est bien évident, pensons-nous, que pour un parti communiste, quel qu'il soit, il ne peut pas y avoir de solution durable à un tel problème en dehors de l'adhésion des cœurs et des intelligences à ce qu'il propose. A cet égard, les manifestations populaires du 28 mars ont donné la mesure de l'effort que le P.C.T. va devoir accomplir pour être à même de jouer pleinement le rôle dirigeant qui lui revient dans la société socialiste tchécoslovaque, pour dissiper le trouble qui s'est emparé de l'opinion publique au seul bénéfice des éléments de droite et pour réaliser — ceci étant à coup sûr essentiel — les grands objectifs fixés en janvier 1968.

IL existe heureusement de sérieuses raisons de penser que cette œuvre pourra être menée à bien, malgré les difficultés qui surgissent encore. De toutes ces raisons, la plus solide, la plus convaincante est l'attitude hautement responsable des organisations syndicales qui ont apporté leur appui à la direction du parti au sein de laquelle a récemment pris place leur président, Karel Polacek. Le mouvement ouvrier organisé représenté en Tchécoslovaquie une force très grande, numériquement et politiquement, une force dont la maturité s'est vérifiée — il n'est tout de même pas permis de l'oublier — dans des victoires décisives remportées sur la bourgeoisie, qui a été dépossédée du pouvoir, et dans l'édification du socialisme. Contre une telle force agissant avec la cohésion voulue et faisant confiance à son Parti communiste, il n'est pas de tentative antisocialiste qui ait la moindre chance d'aboutir.

Mais encore faut-il, au surplus, que l'aide que le P.C.T. est en droit d'attendre des partis frères favorise le renforcement de cette cohésion et de cette confiance, ce qui suppose notamment que la nature et les moyens de la solidarité soient définis à Prague d'abord.

(Nd'E : le titre encadré et la signature de cet article ont été réduits d'un quart, par rapport à l'original, pour les aligner sur le texte)

Marc Drumaux à Prague

Marc Drumaux, président du Parti communiste de Belgique, et Albert De Coninck, secrétaire national, ont rencontré à Prague, cette semaine, des dirigeants du Parti communiste tchécoslovaque.

Au début de la semaine prochaine, Jean Blume, secrétaire national, quittera Bruxelles pour Moscou où aura lieu une nouvelle réunion préparatoire à la conférence mondiale des partis communistes.

Une délégation communiste roumaine en Belgique

Le communiqué suivant a été publié mercredi à Bruxelles :

Sur l'invitation du Parti communiste de Belgique une délégation du Parti communiste roumain conduite par le camarade Virgil Trofin, membre du comité exécutif, membre du présidium permanent, secrétaire du Comité central, député, a fait du 7 au 14 mai 1969 une visite en Belgique. La délégation était composée par les camarades Dumitru Coliu, membre suppléant du comité exécutif, président du collège central, député, Constantin Vasiliu, adjoint au chef de section près le Comité central, Stephon Mocuta, secrétaire du PCR du département de Arad, député, Ion Musa, collaborateur de la section internationale près le Comité central.

La délégation du PCR a visité notre pays, les régions de Liège, Charleroi, Gand, Ostende, Bruges, Anvers et Bruxelles. Au cours des rencontres avec les militants du parti et les représentants des syndicats de ces régions, la délégation du PCR a pris connaissance avec un vif intérêt de l'activité et des préoccupations du PCB, consacrées à la défense des intérêts vitaux des travailleurs, du peuple belge tout entier.

La délégation roumaine a également eu plusieurs entretiens avec des représentants du Parti communiste en Belgique: les camarades Marc Drumaux, président du parti, Jean Terfve, vice-président, Albert De Coninck, Jean Blume, Jef Turf, Urbain Coussement, secrétaires nationaux, les camarades Guston Moulin, Marcel Levaux, Jan Debrunswete et Louis Van Geyt, membres du Bureau politique, les camarades Marie Gutsas et Raymond De Smet, membres du Comité central.

Les entretiens se sont déroulés dans une atmosphère fraternelle et amicale, de compréhension mutuelle. Ils ont donné lieu à une information réciproque sur l'activité et les préoccupations des deux partis, ainsi qu'à un utile échange de vues sur les principaux problèmes de la situation internationale actuelle, du mouvement communiste et ouvrier international, et sur le développement de la coopération fraternelle entre le PCR et le PCB. La délégation du PCB a développé les thèmes contenus dans la résolution du Comité central des 3 et 4 mai.

Le PCR et le PCB sont d'accord qu'à l'heure actuelle, le renforcement de la solidarité internationaliste et de l'unité des partis communistes et ouvriers, la consolidation de la cohésion de toutes les forces révolutionnaires, démocratiques, anti-impérialistes, présentent une importance toute particulière pour la lutte contre la politique des milieux réactionnaires et bellicistes, pour le triomphe des idéaux de paix, d'indépendance et de progrès social des peuples, pour la victoire de la démocratie et du socialisme. L'unité du mouvement communiste et ouvrier international réclame le plein respect des principes de l'internationalisme prolétarien, de l'autonomie, de l'indépendance et de l'égalité de chaque parti.

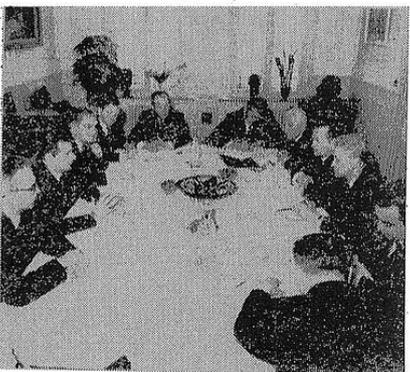
A cette occasion également, les deux parties ont réaffirmé la profonde solidarité de leurs partis envers la juste lutte de l'héroïque peuple vietnamien, contre l'impérialisme.

Les deux parties ont exprimé la volonté commune de leurs partis d'œuvrer à la réalisation des objectifs de paix et de sécurité européenne proposés par la conférence de Budapest des pays du traité de Varsovie.

Les deux parties ont confirmé les convergences de vues constatées lors de la rencontre de mars dernier à Bucarest.

Les deux parties ont apprécié avec satisfaction le fait que la visite de la délégation du PCR, l'échange de vues qui a eu lieu, représentent l'expression des liens fraternels, de respect mutuel, d'amitié et de solidarité internationaliste établis entre le PCR et le PCB, ainsi que leur décision commune d'approfondir ces relations.

Bruxelles, le 14 mai 1969.



La rencontre des partis communistes belge et roumain

Le Drapeau Rouge, 16-05-1969

PCB Informations, 17-05-1969

MARC DRUMAUX A PRAGUE

Le Président du Parti Communiste de Belgique Marc Drumaux et le membre du Bureau Politique et Secrétaire du Comité Central du Parti Albert De Coninck qui sont arrivés mardi en Tchécoslovaquie à l'invitation du Comité Central du Parti Communiste de Tchécoslovaquie, ont été reçus mercredi par le Camarade G. Husák, Premier Secrétaire du Comité Central du Parti Communiste de Tchécoslovaquie.

A l'entretien étaient aussi présents le Camarade V. Bilak, membre du Présidium et Secrétaire du Comité Central du Parti Communiste de Tchécoslovaquie, P. Auersperg, Chef de la direction de la politique étrangère du Comité Central du Parti Communiste de Tchécoslovaquie et d'autres Camarades.

Les hôtes belges ont été informés sur la situation politique dans le pays et sur les tâches actuelles du Parti Communiste de Tchécoslovaquie. De leur côté, les camarades belges ont expliqué les principes généraux des activités du Parti Communiste de Belgique. Avec les représentants tchécoslovaques, ils ont également échangé leur point de vue sur les problèmes actuels du mouvement communiste international, notamment en connexion avec la prochaine conférence mondiale des Partis communistes et ouvriers. Prague, le 14 mai 1969.

Le Drapeau Rouge, 23-05-1969

FAIRE CONFIANCE AUX TRAVAILLEURS, AUX COMMUNISTES DE TCHÉCOSLOVAQUIE

nous déclare MARC DRUMAUX
à son retour de Prague

A SON retour de Tchécoslovaquie, où il s'est rendu la semaine dernière, Marc Drumaux, président du Parti communiste de Belgique, a été interviewé par « Le Drapeau Rouge » au sujet des conversations qu'il a eues, en compagnie d'Albert De Coninck, secrétaire du parti, avec les dirigeants tchécoslovaques. La première question portait sur le but de cette visite.

— Nous sommes allés discuter avec les camarades tchécoslovaques, a répondu Marc Drumaux, comme nous l'avons fait depuis bientôt un an avec une série de partis communistes. Notre parti a fait un très grand effort pour développer ses relations internationales. Nous avons rencontré notamment les dirigeants des partis communistes et ouvriers de l'Union soviétique, de Bulgarie, de Finlande, du Danemark, d'Italie, de France, de la République démocratique allemande et de l'Allemagne occidentale, de la Roumanie, d'Espagne, de Yougoslavie. Et les représentants de plusieurs partis sont venus à notre dernier congrès. La rencontre avec les dirigeants communistes tchécoslovaques est une manifestation de cet effort de notre parti.

Plus les problèmes sont compliqués, plus il importe d'aider de sa voix pour en discuter. Là où l'unité entre les partis communistes est en cause, là où des divergences sérieuses se font jour, il importe d'en discuter. Toutes ces discussions entrent de surcroît dans le cadre de la préparation de la conférence mondiale des partis communistes qui aura lieu en juin à Moscou.

Dans toutes ces conversations, et notamment avec les dirigeants tchécoslovaques, on aborde les problèmes internationaux et les deux parties s'informent mutuellement de la situation dans leurs pays respectifs. C'est ainsi que nous avons reçu une information sur la situation en Tchécoslovaquie et que nous avons informé nos interlocuteurs de l'action que nous menons en Belgique.

Préserver et développer
le positif de la politique
d'après janvier

— QUE RESSORT-IL DE CETTE INFORMATION SUR LA SITUATION EN TCHÉCOSLOVAQUIE ?

— Les problèmes posés en Tchécoslovaquie depuis plus d'un an ont été au centre de la plupart des discussions, aussi bien avec des membres du présidium du parti, et notamment avec le camarade Husak, qu'avec des dirigeants du bureau du Comité central pour les pays tchèques, des dirigeants du Parti communiste slovaque ou des militants communistes d'usines.

Cette visite avait lieu peu après les changements récemment intervenus à la direction du parti tchécoslovaque. Notre souci était de bien comprendre les nécessités politiques de nos camarades pour pouvoir mieux leur marquer notre solidarité. A cet égard, une réponse nous a été donnée partout : il faut faire confiance aux mesures prises par le Comité central si l'on veut que tout le positif de la politique d'après janvier soit non seulement préservé mais développé. Le pays

a connu une crise grave et le parti aussi, une crise avec des moments de tension successifs qui n'étaient favorables qu'aux tendances antisocialistes. Les mesures qui ont été prises par le Comité central ont pour but d'unir le parti de manière à créer les conditions pour unir le pays. Pour unir en bas, il faut d'abord unir en haut. Et nos camarades se déclarent convaincus que le nouveau présidium du parti, plus restreint, est plus uni, plus capable et plus opératif.

Nous nous sommes rendus compte que l'activité du camarade Dubcek était hautement appréciée. D'autre part, le camarade Husak a un passé combattant qui est d'une telle valeur qu'il n'est contesté par personne. C'est un homme énergique, qui a le sens des responsabilités. D'un numéro généraliste, les dirigeants communistes tchécoslovaques sont des hommes qui travaillent énormément mais dont le comportement est d'une modestie remarquable.

Les discussions ont porté aussi sur la situation économique qui est sans doute aujourd'hui la préoccupation principale. Les documents de ces derniers mois avaient fait passer ces questions au second plan. Il faut que la réforme économique entre dans la vie. Ce n'est pas facile. Il faudra supprimer des productions non rentables et développer la productivité mais en assurant le progrès social. Dans le domaine du commerce extérieur, qui a été controversé, les relations avec les pays socialistes ont été considérées par certains comme désavantageuses. Mais, nous ont déclaré les dirigeants tchécoslovaques, ce commerce nous est indispensable, bien que nous ayons aussi besoin de devises fortes. Tout cela doit faire l'objet de réflexions et surtout de travail.

Les problèmes
de la démocratie

— ET LES PROBLÈMES DE LA DÉMOCRATIE SOCIALISTE ?

— On en a parlé aussi. A ce sujet, nous devons, nous ont dit nos interlocuteurs, approfondir les belles idées du marxisme-léninisme. S'agissant de démocratie, le ton ne peut être donné par les forces de droite, réactionnaires. Les déformations des années cinquante ont fait beaucoup de mal. Ce que nous voulons aujourd'hui, c'est continuer la lutte pour un socialisme plus dynamique, plus effiecent, plus opératif et plus humain. Pour y parvenir dans le moment présent, nous devons mener une lutte plus énergique contre les éléments de droite.

Les syndicats soutiennent le parti dans leur très grande majorité. Le rôle spécifique joué par les syndicats dans la société socialiste n'est pas seulement un problème théorique général : en Tchécoslovaquie, ils ont tant ans d'existence et ils ont joué un rôle décisif en 1948 pour



ouvrir la voie nouvelle. Et, en dépit des déformations qui sont survenues plus tard, ces syndicats connaissent bien les progrès qui ont été réalisés : industrialisation de la Slovaquie, liquidation du chômage et de la misère, progrès de la culture.

Les syndicats tchécoslovaques ne sont pas une force d'opposition. C'est une force politique indépendante qui reconnaît le rôle dirigeant du parti. Les syndicats se considèrent comme des partenaires du gouvernement, comme une organisation sociale représentant les intérêts des travailleurs. Lorsqu'il y a des contrastes, des divergences, entre les planificateurs du gouvernement et les syndicats sur certains problèmes, il faut négocier des accords, passer des contrats : c'est ce qui se passe alors que dans le passé il n'y avait pas de consultation du tout.

On a parlé aussi du fédéralisme. C'est une chose importante que la création de deux républiques fédérées. Cette vieille revendication, qui était particulièrement chère aux Slovaques, est entrée dans la vie. Cette situation nouvelle permet d'ailleurs de lutter plus facilement contre les extrémistes de toutes espèces. C'est une situation nouvelle : on met au point les nouvelles institutions. De cette manière, la fierté nationale se met au service de la lutte pour le socialisme.

En ce qui concerne les relations avec les autres pays socialistes, on sait que des incompréhensions ont surgi entre la Tchécoslovaquie et ses voisins. On peut avoir des opinions différentes à cet égard mais, pour apprécier la situation, on ne peut pas se contenter de cette constatation. L'essentiel, c'est l'alliance entre tous les pays socialistes. L'intérêt de la Tchécoslovaquie, c'est que se renforce le camp socialiste et sa politique va résolument dans ce sens.

Certes, quand on discute avec les camarades tchécoslovaques, on peut rencontrer des avis différents sur l'état de l'opinion publique ou sur les perspectives de la lutte pour l'unité, mais il est remarquable que les communistes considèrent leur tâche avec optimisme. Ils nous ont dit que les moments les plus critiques étaient passés. L'essentiel est maintenant de rechercher et d'appliquer les méthodes de travail les meilleures.

Les perspectives
actuelles

— EN QUOI ET DANS QUEL SENS LES CHANGEMENTS APPORTÉS LE 17 AVRIL À LA DIRECTION DU PARTI ONT-ILS MODIFIÉ LA SITUATION EN TCHÉCOSLOVAQUIE ET LES PERSPECTIVES DE LA POLITIQUE D'APRÈS JANVIER ?

— Les communistes tchécoslovaques sont convaincus qu'on se trouve dans des conditions meilleures pour renforcer l'influence du parti dans l'opinion, bien que

des difficultés subsistent, et pour améliorer le système politique de démocratie socialiste.

— COMMENT APPRÉCIER, A LA LUMIÈRE DE CES CONVERSATIONS, LA SITUATION ET LES PERSPECTIVES ACTUELLES EN TCHÉCOSLOVAQUIE ?

— Une remarque générale : les discussions ont été ouvertes et approfondies, peuvent même révéler entre les camarades des différences d'opinions. La démocratie apparaît au travers de la liberté de discussion parmi les travailleurs. Certes, on a supprimé des journaux qui soutenaient les tendances de droite. L'important, c'est de savoir pour qui nous la libérons. Elle reste pour les travailleurs, leurs organisations et leur parti.

D'autre part, même les opposants au parti communiste, qui s'étaient organisés au cours de l'année dernière en clubs divers, jouissent de leur liberté de citoyen. Il n'y a pas eu d'arrestations politiques. On peut en tirer une conclusion : il faut absolument aider les travailleurs et les communistes de Tchécoslovaquie à consolider la situation. La première condition, c'est de leur faire confiance. En ce qui nous concerne, nous n'avons pas cessé de leur faire confiance. Après cette rencontre, il n'y a aucune raison de changer d'attitude. Au contraire.

— QUE FAUT-IL RETENIR DES CONVERSATIONS À PROPOS DE LA PROCHAINE CONFÉRENCE DES PARTIS COMMUNISTES ?

— Les communistes tchécoslovaques sont très légitimement soucieux de favoriser l'unité du mouvement communiste international. Ils expriment très fermement le souhait que la crise qu'ils ont traversée ne constitue pas un obstacle à cet égard.

— UN MOT ENFIN AU SUJET DE LA VISITE QUE LE MINISTRE TCHÉCOSLOVAQUE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, JAN MARKO, DOIT EFFECTUER LA SEMAINE PROCHAINE EN BELGIQUE ?

— C'est un fait positif. La République socialiste de Tchécoslovaquie est évidemment intéressée à ce que les idées d'organisation de la sécurité européenne progressent beaucoup plus rapidement qu'elles ne l'ont fait ces dernières années. Si cette visite est comprise d'une manière positive par M. Harmel et ses collaborateurs, on peut espérer faire un pas en avant dans la bonne voie. Mais il faut que les milieux politiques de droite de notre pays rayent de leurs projets toute idée d'utiliser cette visite à d'autres fins. La lutte contre le socialisme, sous quelle forme que ce soit, est une lutte contre la paix.

Propos recueillis par S. NUDELHOLE.

Dubcek écarté du présidium du Parti communiste tchécoslovaque qui annule sa résolution condamnant le 21 août 1968

Radio-Prague a diffusé les résultats de la réunion du Comité central communiste

Radio-Prague a diffusé les résultats de la réunion du Comité central du Parti communiste tchécoslovaque. Le Comité central a été profondément remanié.

Alexandre Dubcek a été écarté du présidium. Il reste membre du Comité central. Le Comité central a recommandé qu'il soit remplacé au poste de président de l'Assemblée fédérale.

Sont exclus du Comité central : Josef Smrkovsky (qui sera également remplacé à la présidence de la Chambre du peuple); Marie Milkova, Milan Huebl, Jiri Hajek, ancien ministre des Affaires étrangères; Zbynek Volkrouhlicky, ancien président de l'Union des jeunes tchécoslovaques; Zdenek Mlynar et Frantisek Vlasak (membre suppléant).

Sont exclus des rangs du parti : le général Vacla Prehlik, ancien chef de la section de la défense et de la sécurité auprès du Comité central; Vacla Slavik, ancien secrétaire du Comité central, et Alfred Cerny, responsable régional du parti.

Ont donné leur démission du Comité central : Jiri Judl, Vladimir Kabrna, Josef Hauer, Miluse Pische-kova, Libuse Hrdinova, Antonin Krotek, Zdenek Smolik, Jaroslav Balaj, Bedrich Kralik, Ivan Malek, Frantisek Sorn, Ludmila Jankovcova, Jirina Zelenkova, Josef Zuda, Josef Boruvka, Josef Svoboda, Josef Spasek, Bohumil Simon et Martin Vaculik.

Un membre du Comité central, Stefan Gasparik, est frappé d'un blâme.

Sont libérés de leurs fonctions dans le bureau du Comité central pour les pays tchèques : Oldrich Cernik, Cestmir Cisar, Jaroslav Karhan, Vojtech Matejcka, Karel Simek, Vaclav Hula.

Sont cooptés au Comité central : Dalibor Hanes, Frantisek Hamouz, Vaclav Hula, Josef Kempny (élu membre du présidium), Jan Marko, ministre des Affaires étrangères, Miroslav Moc, rédacteur en chef de «Rude Pravo».

Anciens membres suppléants qui deviennent membres du Comité chef

Anciens membres suppléants qui deviennent membres du Comité central : Pavel Auersperg, chef de la section étrangère du Comité central, Jan Fojtik, recteur de l'École politique supérieure du parti, Bohuslav Chnoupek, directeur de la radio tchécoslovaque, Vaclav Kosar, Hana Humbalova et Indra Labutova.

Josef Kempny devient membre du présidium et est libéré de ses fonctions de secrétaire du Comité central et de président de la commission idéologique du Comité central.

Sont élus membres du Bureau du Comité central pour les pays tchèques : Josef Kempny, Josef Korcak, Drahomir Kolder, Oldrich Svestlka, rédacteur en chef de «Tribuna», et Antonin Kappek, qui devient également secrétaire de ce bureau.

La résolution du Comité central

La résolution du Comité central sur la situation dans le parti déclare notamment :

Le Comité central a examiné, au cours de sa réunion plénière tenue du 25 au 27 septembre, le rapport du présidium du Parti communiste tchécoslovaque sur la situation actuelle et les devoirs du parti présentés par le premier secrétaire, Gustav Husak.

Le Comité central :
1) Constate que le parti communiste a atteint depuis le plénum de mai 1969, grâce au travail des milliers de responsables du parti et de sa direction, un progrès considérable dans tous les domaines et a réalisé la première phase de consolidation :

— Les situations de crise ont été surmontées, et la vie politique et sociale s'est apaisée. L'évolution anarchique disparaît devant la direction objective de la vie du parti et de la société. Le parti — notamment son noyau sain — récupère ses moyens d'action et applique son rôle dirigeant dans la société.

— La directive du plénum de mai du Comité central reste le programme concret pour la solution des problèmes et pour surmonter définitivement les états de crise en Tchécoslovaquie.

2) Le Comité central approuve l'activité du présidium du Comité central depuis le plénum de mai et son rapport sur la situation politique actuelle et les devoirs du parti, en tant que directive pour le travail ultérieur des organisations du parti.

3) Le Comité central annule sa décision du 19 juillet 1968 de ne pas participer à la conférence des Cinq à Varsovie. Il annule la résolution du présidium datée du 21 août 1968 relative à l'intervention des troupes

des cinq pays du pacte de Varsovie.

La résolution expose le point de vue du Comité

des cinq pays du pacte de Varsovie. La résolution expose le point de vue adopté par la session du Comité central sur l'intervention militaire de l'U.R.S.S. et de quatre autres pays socialistes en Tchécoslovaquie.

Le Comité central déclare ensuite nuls les documents et conclusions du congrès de Vysocany (tenu clandestinement après l'entrée des troupes des Cinq). Il annonce que des commissions de contrôle réexamineront les activités des initiateurs et organisateurs de ce congrès et ouvriront contre eux une enquête disciplinaire.

Le présidium du Comité central est chargé de décider, le cas échéant, des changements de cadres dans les organismes du parti et de l'Etat. Les motifs de ces changements de cadres seront présentés par le présidium au cours de la prochaine réunion du Comité central.

Nouveau gouvernement

Radio-Prague a rendu également publique la composition du nouveau gouvernement présidé par Oldrich Cernik. Il comprend notamment Josef Kempny et Peter Colotka, Frantisek Hamouz, Vaclav Hula, Miroslav Hruskovic et Karol Laco, vice-premiers ministres; Jan Marco, Affaires étrangères; Martin Dzur, Défense; Jan Pelnar, Intérieur; Rudolf Rohlicek, Finances; Karel Hoffman, Postes et télécommunications.

Après le gouvernement fédéral, le gouvernement tchèque a démissionné à son tour.

Le rapport de Husak publié à Prague

La presse tchécoslovaque a publié le rapport présenté par Gustav Husak devant le Comité central du Parti communiste tchécoslovaque.

Dans une partie de ce rapport, le premier secrétaire du parti a reproché à Novotny d'avoir manqué de courage pour reconnaître ses fautes, d'avoir nagé dans les compromis et surtout d'avoir «paralysé la lutte de classes et l'activité idéologique en ouvrant la voie aux forces de droite, notamment dans le domaine idéologique et culturel, et en donnant naissance à un courant d'opposition contre la direction du parti, qui comprenait aussi bien des éléments sains que des forces bourgeoises et anti-socialistes. Ce manque de travail idéologique a laissé le parti mal préparé aux changements qu'il a dû affronter après janvier 1968».

« Il sera nécessaire, a déclaré Husak, de revoir dans quelle mesure l'illusion subjectiviste et opportuniste selon laquelle il n'y avait plus de lutte de classes dans la société tchécoslovaque s'est reflétée dans les conclusions du treizième congrès ». Ce congrès s'était tenu début juin 1966.

Husak a rappelé ensuite que les changements intervenus en janvier 1968 avaient été favorablement accueillis par la majorité de la population, qu'ils avaient pour objectif de développer tout ce qu'il y avait de positif dans la politique des années précédentes et d'éliminer les fautes, les erreurs, les obstacles de manière à permettre la pleine utilisation des avantages du socialisme et à résoudre les problèmes posés par son édification.

Les principes essentiels de la politique d'après janvier, a déclaré Husak, demeurent aujourd'hui encore le point de départ dans l'élaboration du programme du parti.

Dans une autre partie de son discours, Husak a fait grief à Dubcek de ne pas avoir porté à la connaissance de l'ensemble du présidium et du Comité central un certain nombre de documents. Il a cité comme exemple une lettre officielle du Parti communiste de l'Union soviétique adressée le 17 août à Dubcek et demandant que le présidium du Parti communiste tchécoslovaque tout entier en soit informé. Cette

lettre, a dit Husak, est restée sans réponse et n'a été portée à la connaissance du présidium que le 20 août, au moment de l'entrée des troupes en Tchécoslovaquie. Quant à la conversation qu'a eue Dubcek le 17 août pendant plusieurs heures à Komarno avec Janos Kadar, elle n'a été connue par le présidium que dans la seconde moitié de septembre 1968, a encore dit Husak.

Avant de définir les tâches du parti dans la situation actuelle, et de proposer des remaniements aux différents échelons du parti et de l'Etat, Husak a demandé l'annulation de la résolution sur l'intervention des troupes des cinq pays du pacte de Varsovie, résolution prise le 21 août 1968. Il a exposé son point de vue sur cette intervention.

Les décisions du Comité central ont par ailleurs été évoquées au cours d'une conférence de presse tenue par Josef Havlin, président de l'Office tchèque pour la presse et l'information.

« Le Comité central, a affirmé Havlin, a donné une grande chance au camarade Dubcek en le gardant dans ses rangs. Nous sommes convaincus que, malgré ses erreurs et les critiques qui ont été formulées contre lui, Dubcek n'est pas un homme perdu et qu'il peut encore rendre de grands services à la cause du parti. Le présidium lui confiera un poste responsable où il pourra utiliser son expérience et ses capacités. »

Havlin a précisé qu'Alexandre Dubcek et Josef Smrkovsky conserveraient leurs mandats de députés.

« Il appartiendra au présidium de décider si les interventions d'Alexander Dubcek et Josef Smrkovsky devant le Comité central seront publiées ou non », a encore indiqué Havlin, qui a exprimé l'opinion personnelle qu'il s'agissait là d'affaires intérieures au parti et qu'il n'était pas nécessaire de publier les textes puisque tous les matériaux nécessaires à l'évaluation de la situation se trouvaient dans le rapport du présidium.

Un nouveau gouvernement tchèque a d'autre part été formé à Prague. Il est présidé par Josef Kempny, membre du présidium du Parti communiste tchécoslovaque.

PCB Informations, 30-09-1969

PCB Informations, 02-10-1969